

# « En avoir pour mes impôts » : l'indécence totale du gouvernement

écrit par Maxime | 10 juin 2023

The screenshot shows the top of the 'EnAvoirPour MesImpôts' website. The header features the logo 'EnAvoirPour MesImpôts' in blue and red. Below the logo is a navigation bar with four dark blue buttons: 'Mes impôts au quotidien', 'Les impôts à la loupe', 'Mes impôts près de chez moi', and 'Consultation : donnez votre avis !'. A breadcrumb trail reads 'Accueil du portail > En avoir pour mes impôts > En avoir pour mes impôts'. The main heading is 'En avoir pour mes impôts' with a blue underline. Below it is a blue link 'Consultation : Participez !'. The text explains that all French citizens are invited to give their opinion on taxes and their use in various public domains. A blue button with white text says 'Répondre au questionnaire en ligne' with an external link icon. Below this, it lists domains like education, security, housing, justice, transport, and culture, and asks users to click on them to discover service costs.

This is a duplicate of the screenshot above, showing the same website layout and content.

**On a beaucoup parlé de l'anus de Lemaire, celui dont il parle dans son nouveau livre comme son violon d'Ingres.**

Ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté

industrielle et numérique, auteur de romans érotiques à ses heures perdues qui semblent être nombreuses malgré la situation économique et financière préoccupante de la France, Le Maire a une nouvelle fois franchi la ligne de l'indécence avec ce programme, « en avoir pour mes impôts ».

Caricature grotesque de l'expression « en avoir pour son argent ».

Avec ce gouffre financier, plus ou moins indolore (songeons à la TVA payée sur chaque dépense, dont on banalise parfois à tort la croyance que l'intégralité arrive dans la poche du vendeur ou du prestataire...), comment ça se fait qu'on n'est plus en sécurité, qu'on ne peut plus se faire soigner, que les enfants n'ont plus de repère malgré 16 ans de scolarité obligatoire, que les ministres et Macron vivent comme des rois... Que fait-on de nos impôts ?

Le Maire nous regarde fièrement et dit : mais vous en avez pour vos impôts, si si je vous assure, j'ai même le culot de créer un programme pour vous le prouver.

**Bien sûr que vous êtes en sécurité, bien sûr que vous êtes bien soignés, bien sûr qu'on instruit bien vos enfants...**

Sur le plan théorique, tous les théoriciens de l'impôt commencent par dire que l'impôt échappe à la logique de la contrepartie. L'impôt relève de la prérogative publique et non du droit privé, du contrat synallagmatique donnant-donnant. Aucun fiscaliste ne dit le contraire désormais. C'est considéré comme un acquis de la fiscalité moderne. A tort ou à raison.

Qu'un gouvernement entreprenne de rendre à l'impôt une orientation donnant-donnant qui n'a plus cours depuis le siècle dernier, pourquoi pas. C'est aujourd'hui considéré comme libéral voire ultralibéral. Mais que ce soit CE gouvernement qui ose le faire, la blague !

La blague car ce gouvernement n'est même pas fichu d'assumer ses missions régaliennes. On voit des bébés se faire poignarder dans leurs poussettes par un Syrien, et on reste contre la peine de mort, pour l'invasion migratoire...

L'impôt, le prélèvement va au-delà de la contrepartie chiffrée ; il sert des politiques de solidarité, de rééquilibrage, le collectif n'étant pas résumable à une somme d'individualités. L'impôt est au service de la Nation, des générations futures aussi. Voilà pourquoi on est prélevés davantage que ce que l'on reçoit, en vérité, du moins pour l'ordinaire des gens qui travaillent.

On sait bien que toute la grandeur de la France a disparu ; et ce gouvernement finit par le reconnaître avec ce programme qui doit permettre aux citoyens de dire ce qu'ils pensent de l'usage de l'argent public. Cela commence à se savoir, à ne plus être tenable... ils veulent donner l'impression de s'en soucier.

**On peut s'attendre à une véritable foire. Chacun ira de son petit point de vue, avec autant de divergences d'opinions que celles observées à chaque élection...**

Et puis si ce « cahier de doléances » est géré par le gouvernement, on peut s'attendre à ce qu'il n'y ait pas d'authenticité du résultat de la consultation. Rien ne vaut ce qui émane du peuple et reste du début à la fin entre les mains du peuple. Mais ça, en haut lieu, on n'en veut pas...

**Sûr que tout le monde aura son mot à dire, dans le désordre le plus complet, avec zéro résultat politique.** Un véritable mur des Lamentations, un exutoire pour tous les gens pressurés d'impôts qui auront le vague espoir que Lemaire y prête de l'attention alors que celui-ci est occupé à écrire sur l'anatomie de sa petite copine ou d'une escorte fût-elle imaginaire...

En plus d'un exutoire inutile, c'est un instrument de

communication. Le gouvernement a cherché à orienter les réponses, comme s'il apposait un cache sur certaines dépenses publiques pour éviter de parler de ce qui fâche. En effet, à la lecture du questionnaire, on en reste à de grandes généralités. Il ne peut donc rien en ressortir.

Ce gouvernement mène les Français en bateau, sait prendre d'une main ce qu'il a donné de l'autre, souffler le chaud et le froid, donner l'impression d'écouter pour gagner encore du temps à se maintenir au pouvoir...

C'est en tout cas la victoire des agences de communication, avec leurs slogans à deux balles, démagogiques à loisir. Cela fait 6 ans que ça dure...

**Quand on regarde les choses de plus près, on nous dit que 60% de la dépense publique est consacrée à la « protection sociale », autrement dit à la redistribution de richesses.**

<https://www.economie.gouv.fr/enavoirpourmesimpots#>

Alors forcément, ça fait grincer des dents quand on voit que sans ces prélèvements, on aurait 500, 1000 euros de salaire de plus par mois, au moins. Le gouvernement le sait et ça le conforte dans ses démarches contre l'indemnisation du chômage ou les retraites. Mais ne parlons pas des choses qui fâchent, CMU, AME, retraites algériennes...

L'impôt payé pour les logements sociaux (dans ma ville, les plus belles constructions, les seules récentes, avec BMW et Mercedes garées à demeure sur le parking des gens « dans la nécessité »...), pour combler le trou de la SNCF et payer des Parly à 52.000 euros par mois...

**Ce qui est intéressant dans le petit panorama du gouvernement, c'est que la sécurité, la justice et la défense interviennent en dernier de la liste, à côté de la « vie citoyenne » et des « projets de proximité ».**

## Mes impôts au quotidien



Éducation, jeunesse et association



Santé



Logement



Emploi, retraites et prestations sociales



Transports et mobilités



Entreprises



Sports, culture et loisirs



Sécurité et justice



Vie citoyenne



Défense



Projets de proximité

On apprend que chaque détenu nous coûte au moins 100 euros par jour. Toujours contre la peine de mort ?

Vient ensuite le fameux sondage bidon auquel vous pouvez participer sans avoir à vous authentifier préalablement, sans garantie de ne pas répondre plusieurs fois etc.

<https://cvip.sphinxonline.net/surveyserver/s/vpaadq>

On peut s'attendre à un résultat tronqué où le gouvernement

choisirait de présenter ce qui l'arrange pour donner une impression de légitimité aux réformes à venir... Puisqu'il n'y a pas de garantie que le participant vote plusieurs fois, qu'une machine réponde au sondage 10000 fois par la magie de l'intelligence artificielle.

Le cahier de doléances laisse place à un espace d'expression libre mais croit-on vraiment que ce sera lu et si ça devait être le cas, une véritable armée de fonctionnaires devrait s'y coller si 50, 60, 100 millions de réponses sont envoyées... réponses non authentifiées, qui plus est!

Bien évidemment, il n'en ressortira rien de cohérent, utile ou légitime... Du flan !